



Londres, le 26 Septembre 2013

Réf. : N° 10 / 2014
Destinataire principal : CAB/ 1 ; DG/7/4
Destinataires CC : CAB/2 ; SG/4
Transmission : Normale
Diffusion : Restreinte

Objet: Compte-rendu / Congrès annuel du Parti travailliste britannique.

Je voudrais porter a votre connaissance que cette Ambassade a pris part au Congrès annuel du Parti travailliste britannique (*Labour Party*) qui s'est tenu du 21 au 24 Septembre courant, à Manchester.

Veuillez trouver, ci-après, les points saillants retenus de notre participation à cette manifestation :

PARTICIPATION MAROCAINE, PRESENCE DU POLISARIO ET EVOCATION DE LA QUESTION DU SAHARA :

Outre la présence de cette Ambassade, notre pays s'est également vu représenter, à un niveau politique, par **M. Tarik El Malki**, membre du Comité des relations extérieures de l'USFP, et **M. Abdellatif Moulay Mouatadid**, membre du Comité central du PPS.

Par ailleurs, il importe de souligner la présence du Front polissario, représenté par **Fatma Mehdi**, qui s'est présentée comme « secrétaire général de l'Union des femmes sahraouies » et qui était accompagné par **Sidi Breika**, adjoint du représentant du polissario à Londres. Cette participation du polissario était encadrée par les relais habituels des séparatistes au sein des milieux de gauche, dont le soutien manifeste apporté par le représentant sud-africain de l'ANC, ainsi qu'un représentant du Parti travailliste du Nigeria.

En l'absence de représentants de partis politiques algériens, qui n'ont pas du tout été représentés à ce Congrès, les participants sud-africain et nigérian ont notamment tenté d'attirer l'attention sur la question du Sahara lors du briefing sur les relations internationales présidé par le responsable des Affaires étrangères pour l'Opposition travailliste (*Shadow Foreign Secretary*), **M. Douglas Alexander**.

Tour à tour, les représentants de l'Afrique du Sud, puis du Nigeria ont voulu interpellier **M. Alexander** sur la position du Labour s'agissant de la Question du Sahara, évoqué parmi d'autres centres d'intérêt, dont la levée de l'embargo sur Cuba (pour le sud-africain) et l'instabilité en Afrique du Nord et les interconnexions avec Boko Haram (pour le nigérian).

Dans ses réponses, **M. Alexander** a soigneusement évité d'adresser la question du Sahara, forçant ainsi la représentante du Polisario à intervenir directement. Celle-ci s'est présentée comme une réfugiée sahraouie, vivant depuis près de quarante ans dans les camps de Tindouf, après que son « pays », colonisé « pendant un siècle par l'Espagne » ait, depuis, été « colonisé par le Maroc ». Elle a ensuite demandé à **M. Alexander** quelle serait la position du Labour Party sur la question du Sahara si son parti réussissait à entrer au gouvernement après les

3810

26 SEP 2014

élections de Mai 2015 et quelles actions seraient envisagées pour contrer « les violations des droits de l'homme commises par le Maroc ».

Même en étant astreint de répondre à cette question directe, **M. Alexander est resté très bref et plutôt vague dans sa réponse, affirmant que la position du Labour « restait consistante avec celle exprimé par David Miliband »**, Foreign Secretary pendant le passage du Labour au gouvernement sous Gordon Brown.

Pour rappel, la position exprimée par M. Miliband pendant son mandat à la tête du FCO ne s'est jamais distingué de la position de neutralité traditionnellement prôné par le Royaume Uni sur notre Cause nationale et qui se limite à un « soutien du processus de négociations mené sous l'égide des Nations Unies et aux efforts de l'Envoyé Personnel dans la facilitation d'une solution de compromis permettant l'auto-détermination du peuple sahraoui ».

A cet égard, il convient également de rappeler que c'est pendant le mandat de David Miliband que Londres avait commencé à s'intéresser de plus près à la dimension des droits de l'homme, sachant que cet intérêt est resté le même sous l'administration actuelle des Conservateurs. Cette constance démontre, encore une fois, que la position britannique sur le Sahara marocain est davantage façonnée par l'administration du Foreign Office que par les partis politiques, qui ne développent généralement pas de politiques spécifiques sur les questions de relations extérieures, hormis quelques exceptions faites pour les enjeux importants liés aux grands dossiers internationaux, tel que le dossier israélo-palestinien.

Cependant, l'activisme britannique sur les droits de l'homme est toujours plus prononcé quand les travaillistes sont au pouvoir et dans sa réaction, aussi vague soit-elle, M. Alexander n'a pas manqué de conclure sur la « nécessité de veiller à la préservation des droits de l'homme ».

De cette réponse évasive de M. Alexander - visiblement gêné d'aborder le sujet de notre différend territorial - deux conclusions significatives sont à retenir :

- **Sur le plan personnel, M. Alexander n'a pas manqué d'exprimer, lors des discussions tenues en aparté avec les membres de cette Mission et avec la délégation politique marocaine, sa grande admiration pour les réformes démocratiques engagées par le Royaume, qu'il a qualifié de « havre de paix et de stabilité »** dans une région en pleine ébullition.
- **Sur un plan plus général et quelles que soient les nuances exprimées sur diverses questions internationales, le Labour vise toujours à privilégier son attachement aux droits de l'homme comme postulat de base.** De plus, il convient de noter que les dirigeants du Labour ont plusieurs fois réitéré, pendant ce Congrès, **l'engagement du parti en faveur des droits des peuples autochtones et des minorités, ainsi que sa volonté de renforcer l'action du Royaume Uni dans ce domaine.** L'expression de cet engagement tend surtout à adresser les attentes de certaines minorités importantes pour le Parti travailliste britannique, dont celles des Kurdes en particulier, présents en force lors de ce rassemblement eu égard à la crise actuelle en Irak.

En réaction à cet échange sur la Question du Sahara, **cette Ambassade a encouragé les représentants de l'USFP et du PPS à également prendre la parole** pour faire valoir la position marocaine. Le représentant de l'USFP, M. Tarik El Malki s'est donc exprimé dans le cadre du débat général pour faire une mise au point qui lui a notamment permis de réfuter le terme « d'occupation marocaine » et clarifier les choses en ce qui concerne les prétendues violations des droits de l'homme.

Alors que la modératrice du débat, soucieuse d'éviter une discussion polémique, a tenté de couper court à l'intervention de M. El Malki, M. Alexander a néanmoins pris la peine de le remercier pour sa mise au point qui « permettait de faire valoir la perspective du Maroc ».

Cela renforce l'impression que M. Alexander est plutôt favorable à notre pays, ce qui a été confirmé lors du bref tête-à-tête engagé à la fin du débat avec la délégation marocaine et pendant lequel M. Alexander a réitéré son soutien aux efforts de bonne gouvernance du Maroc. L'ayant remercié pour sa position équilibrée et sa réaction mesurée aux interpellations des intervenants pro-polisario dans la salle, M. Alexander a affirmé « comprendre » la position de notre pays et le degré de complexité de ce différend territorial.

Par ailleurs, il convient de noter que le représentant du PPS, M. Mouatadid, a fait part de son intention d'envoyer une lettre de son parti aux responsables du Labour pour protester contre le « parti-pris » démontré en faveur du polisario à travers la présence « inacceptable et offensante » des séparatistes en tant que délégation à ce Congrès, au même titre que celle des « partis-frères » du Maroc.

INTERACTION DES REPRESENTANTS MAROCAINS AVEC JEREMY CORBYN :

Par ailleurs, à la suite du panel sur les questions internationales, cette Mission a également encouragé les représentants de la gauche marocaine à interpellier le principal soutien du polisario au sein du Labour, le député Jeremy Corbyn, présent au Congrès mais qui n'a pas assisté audit panel.

MM. El Malki et Mouatadid ont ainsi eu un long aparté avec M. Corbyn dans les coulisses du Congrès, qu'ils ont jugé globalement constructif. Celui-ci est notamment revenu sur sa visite à Laayoune, en Février 2014, pour leur raconter « sa version des faits » en ce qui concernait son interpellation par les forces de l'ordre. Il a prétendu avoir eu peu d'échanges probants avec les autorités locales, en dépit des nombreuses rencontres qui lui ont été programmées, notamment avec le Wali et plusieurs élus locaux. Malgré ces déclarations de mauvaise foi, l'échange de Jeremy Corbyn avec les représentants de la gauche marocaine a permis d'ouvrir un canal de dialogue qui pourrait s'avérer utile, d'autant plus qu'il s'est montré ouvert et réceptif à leur démarche, convenant notamment de rester en contact pour développer leurs échanges.

PROGRAMME ELECTORAL & PERSPECTIVES DU LABOUR POUR LES ELECTIONS DE MAI 2015

Concernant, plus globalement, les travaux généraux du Congrès du Labour, ceux-ci étaient entièrement focalisés sur la perspective des élections générales de Mai 2015. A cet égard, le point d'orgue était, sans conteste, le discours du Leader du Parti, Ed Miliband, qui a mené une attaque en règle du mandat de la Coalition des Conservateurs et Libéraux-démocrates au pouvoir, décrivant un gouvernement pour les « privilégiés », « les millionnaires », « la petite minorité qui s'en sort bien au sommet ».

Se disant solidaire des oubliés de la croissance, laissés « tout seuls » par les politiques de David Cameron, Ed Miliband tenu a répéter, à maintes reprises, qu'« ensemble on peut » s'en sortir - paraphrasant le fameux « *Yes we can* » d'Obama en adoptant pour slogan « *Together, we can* ». Le leader travailliste espère pouvoir faire la différence en faisant vibrer la fibre sociale de l'électorat britannique, estimant avoir une carte à jouer en offrant une réponse au malaise des classes moyennes, qui, malgré la reprise et la baisse du chômage, ont le sentiment d'avoir vu leur niveau de vie se dégrader.

A cet effet, le Labour se pose en recours pas seulement pour les cinq ans de la prochaine législature, mais pour dix ans, avec un programme d'action «pour la Grande-Bretagne en 2025», promettant une société plus juste et une distribution des richesses plus équitable.

Les sondages donnent, pour le moment, une mince longueur d'avance aux travaillistes. Mais cette avance est insuffisante pour espérer une victoire incontestée au Parlement. **leur plus grand handicap étant le manque de charisme d'Ed Miliband en tant que leader.** En effet, selon le dernier sondage YouGov, **seuls 20 % des britanniques jugent que Miliband ferait un bon premier ministre, contre 60 % qui continuent de faire confiance à David Cameron,** surtout en ce qui concerne le redressement économique du pays.

Même la prestation impressionnante de M. Miliband, qui a prononcé son discours d'une heure sans jamais regarder ses notes, s'est au final retournée contre lui, du fait qu'il ait oublié de mentionner deux sujets importants du débat électoral – le déficit budgétaire et l'immigration. Ce type de « gaffe », devenu symptomatique, n'a naturellement rien fait pour arranger le taux de popularité de M. Miliband.

La course électorale reste donc entièrement ouverte et la question sera de savoir si les britanniques choisiront de miser sur un parti ou un Leader, sachant qu'historiquement, aucun Leader politique n'a pu remporter les élections sans pouvoir compter sur un taux de popularité favorable. Ceci n'est certainement pas de bon augure pour M. Miliband, dont les mauvais scores actuels dépassent à peine ceux de Michael Foot, que l'histoire retient comme le leader de parti britannique le plus impopulaire et qui avait notamment essuyé la plus lourde défaite électorale du Labour.

Avec mes sentiments les meilleurs.



J. Alaoui

L'Ambassadeur,
S.A. Lalla Joumala